Un périodique au service des maîtres en Charente : la revue *Études locales* (1920-1949)

A specialized periodical for primary school teachers in the Charente: the Études locales journal (1920-1949)

Hugues Marquis

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3193>

DOI : 10.4000/histoire-education.3193

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 81-108

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Hugues Marquis, « Un périodique au service des maîtres en Charente : la revue *Études locales* (1920-1949) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 145 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3193> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3193>

Un périodique au service des maîtres en Charente : la revue *Études locales* (1920-1949)

Hugues Marquis

Créée en 1920, à l'initiative de l'inspecteur d'académie de la Charente, Jean Talbert, et publiée jusqu'en 1949, la revue *Études locales* était destinée à fournir aux instituteurs du département une documentation locale pour construire leur enseignement, à travers la publication de sources et d'articles de fond sur l'histoire, la géographie, les arts et le folklore de la Charente. Sa parution s'est échelonnée de mai 1920 à décembre 1948, à raison d'un numéro par mois, soit 276 numéros sur les 29 années qu'a duré la publication¹. L'apparence est celle d'une brochure au format in-12, avec très peu d'illustrations, en dehors de celle de la couverture introduite en 1922², et vendue à un prix modique : 5 francs l'abonnement annuel de 1920 à 1926, 8 francs de 1926 à 1931, 15 francs de 1931 à 1944³. La revue comporte six pages pour le premier numéro, puis la

1 Seule l'interruption de l'année 1944, liée au contexte, est venue perturber cette régularité, avec un numéro 238 qui couvre la période de février à novembre 1944. Les numéros des années 1920 à 1940 ont été numérisés par la Bibliothèque nationale de France à l'initiative des archives départementales de la Charente et sont disponibles sur le portail Gallica. Les couvertures changent plusieurs fois en 1920-1921. D'abord nommée *Études locales*, puis *Bulletin de la Société charentaise des études locales* (juillet 1921) sur fond rose uniforme, la revue adopte sa couverture et son titre définitifs (*Études locales*) en mars 1922.

2 Les quelques illustrations sont des cartes ou des planches florales. Les photographies sont rares. Citons par exemple quelques clichés de la commune de Loubert dans le n°18 de février 1922. L'impression est réalisée sur les presses de l'Imprimerie ouvrière, rue d'Aguesseau à Angoulême, qui reproduit aussi les *Bulletins et mémoires de la Société archéologique et historique de la Charente*.

3 25 francs en 1944.

pagination augmente progressivement, pour se stabiliser autour d'une trentaine de pages dès l'année 1921.

Élaborée principalement dans un cadre institutionnel, celui de l'inspection académique de la Charente, la revue a occupé, dans la culture et la formation des enseignants du primaire de ce département, ainsi que dans la recherche historique locale, une place dont nous voudrions souligner ici l'importance⁴. Son étude permet en particulier d'examiner la place et l'usage de l'histoire locale dans l'enseignement primaire de l'entre-deux-guerres. Si ce goût du local n'est pas entièrement nouveau en 1920, puisqu'il s'inscrit dans un mouvement général lancé avant-guerre et régulièrement entretenu par les instructions ministérielles, cette étude de cas permet d'examiner plus en détail le rôle des différents acteurs impliqués dans l'animation de la revue, ainsi que son usage dans les classes, qu'il soit prescrit ou effectif.

I. L'intérêt pour le local

1. Un mouvement général

La revue *Études locales* s'inscrit dans un courant d'intérêt pour l'étude du local qui se concrétise à la fin du XIX^e siècle. Cet intérêt s'affirme d'abord dans les universités, avec la création de chaires dans les facultés de lettres, mais aussi de revues. Les *Annales de Bretagne publiées par la Faculté des lettres de Rennes*, fondées en 1886 ont « pour objet principal le passé de la région armoricaine »⁵. Il en est de même pour « la vie méridionale », avec les *Annales du Midi* créées en 1888 par l'historien et philologue Antoine Thomas, professeur à l'université de Toulouse⁶. La *Revue du Nord* enfin est fondée en 1910 par Alexandre de Saint-Léger, moderniste, professeur à la faculté des lettres de Lille, chargé d'un cours d'histoire de Lille et des provinces du Nord de la France⁷.

D'autres départements voient naître des revues adoptant la même démarche que la publication charentaise, dans des buts identiques. Le *Bulletin de la*

4 Le fonds documentaire des anciennes écoles normales d'Angoulême, le centre départemental de documentation pédagogique, les principales bibliothèques du département et quelques établissements scolaires du département de la Charente conservent des exemplaires ou des séries complètes de la revue *Études locales*.

5 *Annales de Bretagne*, t. 1, 1886, p. 1.

6 Antoine Thomas dans *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1891, vol. 52, p. 636.

7 Jean-François Condette, *Une faculté dans l'histoire : la Faculté des lettres de Lille de 1887 à 1945*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 101.

Société bourbonnaise des études locales, qui s'est un temps appelé *Revue de vulgarisation et d'action régionaliste*, est publié par une société créée en 1912, à l'initiative de l'inspecteur d'académie Malard. Il existe aussi un *Bulletin de la Société lorraine des études locales dans l'enseignement public*, qui paraît en 1913, et un *Bulletin de la Société des études locales dans l'enseignement public du département des Bouches-du-Rhône*, qui paraît en 1913-1914.

La fondation de ces revues a pour objectif d'encourager les études d'intérêt local et régional, comme l'indiquent les statuts de la Société lorraine des études locales dans l'enseignement public⁸, ou ceux de la Société charentaise des études locales⁹. La plupart de ces sociétés sont avant-guerre des filiales départementales de la Société des études locales dans l'enseignement public, fondée par Charles Jouanny, inspecteur primaire à Châteaubriant (Loire-Inférieure)¹⁰, présidée par Charles-Victor Langlois directeur des Archives nationales, et qui publie elle-même une revue¹¹. La société, constituée pour encourager l'enseignement de l'histoire locale, publie «des bibliographies critiques d'histoire, de folklore, de géographie, de philologie régionale»¹², sous l'égide d'archivistes, de bibliothécaires et d'universitaires, à destination des instituteurs et institutrices demandeurs de documentation locale. Siégeant à Paris, elle s'appuie sur un réseau de comités départementaux (une trentaine à la veille de la Première Guerre mondiale¹³) très actifs.

8 «Programme de la Société lorraine des Etudes locales», *Le Pays lorrain et le Pays messin, revue mensuelle illustrée*, vol.9, 1912, p.776.

9 *Études locales*, n°10, avril 1921, p.51.

10 «[...] la Société des Études locales, fondée par M. Joanny, inspecteur primaire à Chateaubriant». Lettre de Maurice Faure, 1914, citée par Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France. L'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, Paris, 1997, p.12. Voir aussi «Société des études locales dans l'enseignement public», dans «Chronique de l'enseignement primaire en France», *Revue pédagogique*, nouvelle série, t.60, janvier-juin 1912, p.171-172 : les statuts de la société, qui a son siège à Paris, 41 rue Gay-Lussac, nous indiquent que M. Ch. Jouanny, inspecteur primaire à Châteaubriant, est secrétaire général. La *Revue historique, scientifique & littéraire du département du Tarn (ancien pays d'Albigeois)*, vol.30-31, 1913, p.117, précise : «Il s'est fondé dans le Tarn-et-Garonne, une Société des études locales dans l'enseignement public, affiliée à cette société que M. Jouanny, inspecteur primaire en Seine-Inférieure (sic.) est parvenu à faire rayonner dans toute la France ou peu s'en faut».

11 *Bulletin fédéral de la société des études locales dans l'enseignement public*, 1913-1914.

12 Les objectifs de la société sont reproduits dans sa notice en ligne, dans la base de données sur la Presse de l'éducation, <http://www.inrp.fr/presse-education/revue.php?id_rev=1535> (consulté le 27 mars 2017).

13 En 1921, la Société des études locales dans l'enseignement public «compte des groupes dans la plupart des départements» (Edme Tassy, Pierre Lérès, *Les ressources du travail intellectuel en France*, Paris, Gauthier-Villars, 1921, p.306). «Cette société, qui compte plus de 4 000 membres, a établi plusieurs comités départementaux liés actifs, [...] Les productions de 32 groupes (bulletins,

Le concours national de monographies scolaires lancé en 1900, lui-même inscrit dans une longue tradition des études de villages qui se constitue au cours du XIX^e siècle, connaît son apogée dans les premières décennies de la Troisième République avec un fort investissement des instituteurs laïques¹⁴. Les périodiques locaux sont le support privilégié de ces monographies de communes¹⁵. Comme le fait remarquer Jean-François Chanet :

« Le cadre limité, le souci de l'exactitude et de la précision propres au genre monographique, convenaient idéalement aux connaissances et au goût des instituteurs pour les recherches locales. L'adéquation est à ce point sensible, dans leurs travaux personnels, qu'il est souvent malaisé d'y faire le départ entre le choix subjectif et l'incitation scolaire »¹⁶.

Parmi d'autres, la Société gersoise des études locales dans l'enseignement public, filiale de la Société des études locales dans l'enseignement public, illustre bien ce mouvement général. Elle est fondée à Auch en 1913, à l'initiative de l'inspecteur d'académie alors en poste dans ce département, lequel n'est autre que Jean Talbert qui en rend compte dans la *Revue pédagogique*¹⁷. La première assemblée générale de cette « nouvelle association à caractère historique » rassemble principalement des enseignants et des inspecteurs du primaire¹⁸. L'assemblée constitutive de la société, dont Jean Talbert devient le président, vote la publication d'un *Bulletin départemental des études locales* qui paraîtrait trois fois par an¹⁹. Interrompue par la guerre, la publication du *Bulletin* de la société qui « a pour objet d'encourager les études d'intérêt local et d'en adapter les résultats à l'enseignement » reprend en 1922, mais la société est dissoute en 1935, n'ayant pas réussi à se développer véritablement du fait du nombre restreint de ses collaborateurs et de l'étroitesse des thèmes abordés²⁰.

bibliographies, manuels, monographies, etc.) seront centralisées à l'exposition de Lyon». (Lettre de Maurice Faure, 1914, citée par Anne-Marie Thiesse, *Ils apprenaient la France*, op. cit., p. 12).

14 François Ploux, *Une mémoire de papier, les historiens de village et le culte des petites patries rurales (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

15 *Ibid.*, p. 17.

16 Jean-François Chanet, *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier Montaigne, 1996, p. 182.

17 Jean Talbert, « Les débuts de la Société gersoise des études locales », *Revue pédagogique*, t. 66, 1914, p. 200.

18 Georges Courtès, « La Société gersoise des études locales et son Bulletin (1913-1934) », *Société historique et archéologique du Gers*, 2^e trim. 1996, p. 196 et suivantes.

19 *Ibid.*, p. 197, et Jean Talbert, « Les débuts de la Société gersoise... », art. cit., p. 202.

20 Georges Courtès, « La Société gersoise... », art. cit., p. 198.

Si la Première Guerre mondiale marque l'arrêt de l'activité de nombreux comités locaux de la Société des études locales dans l'enseignement public, certains réapparaissent après la guerre sous forme de sociétés savantes à part entière, comme la Société bourbonnaise des études locales créée en 1920 à Moulins (Allier) et toujours active de nos jours²¹. Ces interruptions ne sont souvent que temporaires, la production de manuels régionalistes augmentant encore après 1920, «le traumatisme de la guerre [ayant] favorisé le repli sur l'espace protecteur et familial de la terre natale»²².

2. Le soutien institutionnel

Ce mouvement d'intérêt pour le local est accompagné, voire suscité, par le ministère de l'Instruction publique. La circulaire ministérielle du 25 février 1911, relative à l'enseignement de l'histoire et de la géographie locales, prend ainsi acte d'un «vif mouvement d'opinion [...] en faveur de l'enseignement de l'histoire et de la géographie locales [...] tout particulièrement dans les écoles primaires et primaires supérieures». Le ministre Maurice Faure recommande de «porter [l'] attention la plus vigilante» à cet enseignement qui doit être «pour nos maîtres un objet de constante préoccupation»²³. Les statuts de la Société lorraine des études locales dans l'enseignement public mentionnent d'ailleurs, parmi les finalités de sa revue, la nécessité de «faciliter aux maîtres de l'enseignement secondaire ou primaire la tâche que leur assigne la circulaire ministérielle du 25 février 1911»²⁴. Cet intérêt de l'institution est à rattacher aux finalités de l'enseignement de l'histoire de l'époque²⁵, d'ailleurs rappelées par le ministre dans la circulaire :

«On est d'autant plus attaché à son pays qu'on a de plus nombreuses raisons de l'aimer, de s'y sentir en quelque sorte solidaire des générations disparues et l'amour du sol natal [...] est le plus solide fondement de l'amour de la patrie».

21 La société publie une revue trimestrielle, *Études bourbonnaises*.

22 Jean-François Chanet, *L'École républicaine...*, op. cit., p. 293.

23 «Enseignement de l'Histoire et de la Géographie locales, Circulaire du 25 février 1911, Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Monsieur le Recteur de...», *Bulletin de l'instruction primaire de la Vendée*, mars 1911, p. 65-68.

24 Les objectifs de la société sont reproduits dans sa notice en ligne, dans la base de données sur la Presse de l'éducation, <http://www.inrp.fr/presse-education/revue.php?id_rev=2665> (consulté le 27 mars 2017).

25 Cf. Annie Bruter, *L'Enseignement de l'histoire à l'école primaire de la Révolution à nos jours. Textes officiels*, T. 1: 1793-1914. Lyon, INRP, 2007; Philippe Marchand, *L'histoire et la géographie dans l'enseignement secondaire. Textes officiels*, Paris, INRP, 2001.

Cet intérêt pour la recherche et l'enseignement de l'histoire et de la géographie locales est réactivé sous Vichy, au moment où son meilleur promoteur charentais, Jean Talbert, est écarté par le régime.

La circulaire du 9 octobre 1940 attire en effet l'attention des membres de l'enseignement sur l'étude de l'histoire et de la géographie locales, qui « pourra être développée » car elle « intéresse les enfants »²⁶. Les instructions du 5 mars 1942 préconisent quant à elles que « l'histoire locale s'insère dans chacun des chapitres de l'histoire de France, l'illustrant, l'enrichissant, lui donnant un attrait nouveau ». Les maîtres doivent y consacrer « cinq ou six leçons spéciales », d'autant que l'arrêté ministériel du 24 décembre 1941 prévoit que l'une des questions d'histoire du certificat d'études primaires sera obligatoirement empruntée à l'histoire régionale. Le régime du maréchal Pétain reprend ainsi à son compte et détourne l'une des orientations culturelles de la III^e République²⁷.

De fait, l'inspecteur d'académie de la Charente, G. Labouesse, qui remplace Jean Talbert pendant l'Occupation, lance un appel aux instituteurs du département dans le numéro d'*Études locales* d'octobre 1941. Citant la circulaire du 9 octobre 1940, qui constate que cet enseignement de l'histoire et de la géographie locales souffre du fait qu'« il n'existe pas partout de petits livres bien faits », il rappelle qu'en Charente, les maîtres ont à leur disposition le recueil des *Lectures charentaises*²⁸ et les *Études locales*, « dans lesquels on trouve de nombreuses monographies, des études sur les dialectes, les noms de lieux, les proverbes locaux, les grands écrivains et les grands poètes de la région » ; « c'est exactement, écrit-il, l'enseignement que demande la circulaire »²⁹. C'est dans ce but qu'il s'attache à poursuivre la publication d'*Études locales*, qu'il prend la présidence de la société des abonnés, qu'il demande à Jean Talbert de continuer à assurer la direction du bulletin, et enfin qu'il encourage les maîtres, les coopératives, les municipalités, à s'y abonner.

Si, pour le ministre de Vichy (et historien) Jérôme Carcopino, l'histoire locale était « le plus sûr moyen d'inspirer à des âmes enfantines, par la fierté de leur

26 *Bulletin départemental de l'instruction primaire*, n°426, p. 620.

27 Christian Faure, *Le projet culturel de Vichy : folklore et Révolution nationale, 1940-1944*, Paris/Lyon, CNRS/Presses universitaires de Lyon, 1989.

28 Il s'agit d'un recueil qui rassemble en un volume « à l'usage des classes primaires, les meilleurs documents publiés et en permirent une plus facile utilisation », *Études locales*, n°276, déc. 1948.

29 *Études locales*, n°214, octobre 1941.

petite patrie, l'amour de la grande»³⁰, cette importance du local est encore rappelée dans les nouveaux programmes de l'école primaire de 1945, mais avec une finalité plus pédagogique. En réaction aux programmes d'histoire antérieurs, jugés trop abstraits, ceux de 1945 veulent rattacher cet enseignement «à l'histoire locale, si riche et si variée en France», pour permettre à l'enfant de «prendre contact avec la réalité historique»³¹.

3. La mise en œuvre charentaise

Comme on l'a vu, le premier numéro *Études locales* paraît en mai 1920. À partir de 1921, ses abonnés se regroupent dans une Société charentaise des études locales et élisent un comité de rédaction. La société a son siège à l'école annexe de l'école normale d'instituteurs de Sillac, à Angoulême, dont le directeur, M. Pignon, devient gérant de la société. Un instituteur de cette même école, Georges Fort, prend en charge les abonnements et assure la fonction de trésorier pendant 29 ans³². C'est lui qui signe l'éditorial d'adieu du n°276, en décembre 1948. Au moment de sa fondation, en 1921, la société se donne pour objectif principal d'assurer la vie et l'avenir du bulletin³³ et réunit donc chaque année, en assemblée générale, les abonnés à la revue qui constitue son «bulletin». Il est diffusé par la voie des adhésions à la société, dans le département, mais aussi partout en France et dans les colonies, principalement à destination de Charentais d'origine³⁴. Les adhérents de la société sont à la fois les abonnés et les collaborateurs de la revue, ses lecteurs et ses contributeurs. En janvier 1923, la société a 650 adhérents, en janvier 1924, 703 adhérents. Elle peut se féliciter de la publication de 60 articles au cours de l'année 1923, dont 23 études inédites et 20 documents provenant des archives communales. En 1939, les *Études locales*, qui entrent dans leur vingtième année d'existence, ont publié près d'un millier d'articles totalisant plus de 4500 pages de texte³⁵.

30 Jérôme Carcopino, *Souvenirs de sept ans : 1937-1944*, Paris, Flammarion, 1953, p.421.

31 Instructions relatives à l'application de l'arrêté du 17 octobre 1945 fixant les horaires et les programmes pour l'enseignement primaire (7 décembre 1945).

32 Georges Fort, né en 1878 à Angoulême, a exercé dans plusieurs communes de Charente. Nommé instituteur titulaire adjoint à l'école annexe d'Angoulême en 1912, il y reste jusqu'à sa retraite en 1933 (AD Charente, 1Tprov 305, dossier Fort).

33 Avis dans *Études locales*, n°7-8, janvier-février 1921.

34 *Études locales*, n°103, juillet 1930, p.177. Voir aussi l'hommage rendu à «Jean Talbert, historien» par Alexis Léaud, président de l'Association des Charentais à Paris, chargé de cours à la Sorbonne, dans *Études locales*, n°267, janvier 1948, p.9.

35 *Études locales*, n°193, juillet 1939.

Les cotisations de la société et les ventes au numéro assurent l'essentiel du financement de la revue, auquel s'ajoutent des subventions d'associations comme l'Amie de l'école, du conseil général de la Charente, ou de communes du département³⁶.

Si elle s'appuie sur l'expérience antérieure de Jean Talbert dans le Gers, la création de la revue charentaise est aussi favorisée par l'écho exceptionnel donné, dans le département charentais, à l'appel aux instituteurs et institutrices du ministre Sarraut en 1914. Ce dernier avait sollicité les enseignants du primaire de toute la France afin de collecter, dans chaque commune, des informations destinées à tenir des chroniques locales de la guerre, constituant ainsi « un admirable répertoire d'histoire locale »³⁷. Pendant l'année 1920, les *Études locales* publient de nombreux extraits de ces monographies des communes de Charente pendant la guerre, comme ce « récit d'un réfugié belge », extrait de « Châteauneuf pendant la guerre »³⁸. Cette initiative de circonstance s'inscrit directement dans la continuité de la circulaire de 1911 du ministre Faure qui encourageait déjà la rédaction de monographies locales³⁹ et surtout du concours national de monographies scolaires lancé en 1900.

Après la guerre, le centenaire du Romantisme est un autre exemple de l'articulation du national et du local et de la contribution apportée par les *Études locales* charentaises dans ce domaine. En 1927, le directeur de l'enseignement secondaire, dans un article de la *Revue de l'enseignement* consacré à l'événement, demande aux instituteurs « qui ont déjà apporté une si large contribution aux études d'histoire locale » de collaborer à l'histoire littéraire de la France en recherchant les documents relatifs aux écrivains et aux établissements d'enseignement de leur région. Il souligne l'intérêt de monographies de collèges ou lycées « où tel de nos écrivains a fait ses études ». Cet appel est diffusé en Charente par le *Bulletin départemental de l'enseignement primaire*⁴⁰. La rédaction des *Études locales* saisit cette opportunité. Elle signale que plusieurs articles ont déjà été publiés par la revue concernant des auteurs comme Rousseau ou

36 *Études locales*, n°21, mai 1922, p. 129. En 1929, la revue a reçu des subventions de 54 communes de Charente, dont la liste est publiée dans le n°103 de juillet 1930, p. 184.

37 « Notation des faits et renseignements relatifs à la guerre », dans *Bulletin départemental de l'instruction primaire*, supplément au bulletin n°263 (juillet-août 1914).

38 « Lectures et dictées charentaises », *Études locales*, n°3, juillet 1920, p. 30-32.

39 Circulaire aux recteurs, relative à l'enseignement de l'histoire et de la géographie locales, 25 février 1911.

40 *Études locales*, n°346, octobre 1927, p. 291.

Vigny, ou des établissements d'enseignement comme le collège de Barbezieux ou celui d'Angoulême ; et publie des articles et des documents dans un bulletin spécialement consacré au Romantisme en Charente. Principalement centré sur Alfred de Vigny, ce n°79 d'*Études locales* (mars 1928) édite notamment la correspondance de l'auteur avec le père de Jean Talbert.

Le succès de la revue atteste de l'intérêt des instituteurs pour cette approche locale. L'inspecteur d'académie invite d'ailleurs ces derniers à rechercher et à publier dans le bulletin des monographies communales « au double point de vue économique et humain »⁴¹. Il voit même dans les études locales un but « social », « un des moyens d'enrayer l'exode rural » : la découverte de l'histoire et des « beautés » de leur « patrie » donnera aux enfants « cet amour et cette fierté du clocher susceptible de les enraciner au foyer de leurs aïeux »⁴². Selon François Ploux, qui associe le développement des monographies locales à l'inquiétude générée par le dépeuplement des campagnes dans le contexte de la révolution industrielle, l'érudition locale veut contribuer au maintien de la « civilisation des villages »⁴³. Le cas de la Charente, qui présente dans la première moitié du XX^e siècle tous les caractères d'un département rural, illustre ces préoccupations, dont la revue se fait l'écho à différentes reprises. Selon la conception du promoteur des *Études locales*, Jean Talbert, l'instituteur doit être, mieux que tout autre dans sa propre localité, « le guide averti, capable de renseigner ceux qui en désirent connaître l'histoire, le folklore, les monuments », car « il faut que l'École soit pour tout et pour tous un centre de rayonnement intellectuel »⁴⁴. Enfin, dans l'esprit du temps et conformément à la circulaire de 1911, la revue est soutenue par le ministère, notamment par l'inspecteur général de l'enseignement primaire Fernand Gazin, qui se charge de lui obtenir une subvention⁴⁵, et par le directeur de l'enseignement primaire, qui lit régulièrement le bulletin⁴⁶.

41 *Études locales*, n°67, janvier 1927, p. 3.

42 *Études locales*, n°88, février 1929.

43 François Ploux, *Une mémoire de papier...*, op. cit., p. 309.

44 *Études locales*, n°173, juillet 1937.

45 *Études locales*, n°27, janvier 1923, p. 3.

46 *Études locales*, n°103, juillet 1930, p. 183.

II. Les acteurs de la revue

1. Une revue dirigée par des inspecteurs

La revue *Études locales* doit son existence et sa longévité à l'inspecteur d'académie Jean Talbert. Fils d'un professeur de rhétorique au Prytanée militaire, Jean Talbert obtient en 1908 l'agrégation d'histoire et de géographie, après avoir étudié au lycée Louis-Le-Grand et à la Sorbonne. Il enseigne successivement aux lycées de Vendôme, de Cahors et de Douai, où il envisage de préparer une thèse sur le mouvement ouvrier sous la Seconde République. En 1912, il obtient un poste d'inspecteur d'académie dans le département du Gers. Mobilisé en 1914, il fait la guerre comme sergent fourrier puis, à la démobilisation, est nommé à l'inspection académique de la Charente en 1919. C'est donc très rapidement après son arrivée dans le département qu'il forme et réalise son projet, renouvelant l'expérience déjà initiée dans le Gers avant-guerre. Jean Talbert conserve son poste d'inspecteur d'académie de la Charente jusqu'en 1945 avec une parenthèse de près de quatre années où il est écarté par le régime de Vichy.

En 1940, il prend en effet la défense d'un instituteur accusé d'être communiste, dans une longue lettre très argumentée au préfet, qui lui vaut d'être relevé de ses fonctions le 20 novembre⁴⁷. Bien que suspect aux yeux des autorités, il donne pendant l'Occupation l'hospitalité à des résistants passés dans la clandestinité et en reçoit la correspondance. C'est à son domicile angoumoisin que se réunit pour la première fois dans la clandestinité le comité départemental de libération en mars 1944⁴⁸. Il conserve, par ailleurs, la direction des *Études locales*, à la demande de l'inspecteur d'académie qui lui a succédé (cf. *supra*). Quand la Charente est libérée, Jean Talbert retrouve ses fonctions à l'inspection académique et participe à la fondation du journal *La Charente Libre*, où il signe des éditoriaux. C'est par son successeur qu'il apprend sa mise à la retraite le 20 janvier 1945. Il meurt subitement à Angoulême à l'âge de 69 ans en juillet 1947⁴⁹.

47 Des extraits de cette lettre ont été publiés dans le numéro spécial « à la mémoire de Jean Talbert », *Études locales*, n°267, janvier 1948, p. 21-24.

48 Mémoire de Mathilde Mir conservé aux archives de la Haute-Garonne, Fonds Latapie (pièce n°26), cité dans Françoise Belot, Marie Baele, *Mathilde Mir 1896-1958, essai biographique d'une résistante*, mémoire de maîtrise, Université de Toulouse Le Mirail, octobre 1991, p. 191.

49 Plusieurs hommages à caractère biographique sont publiés dans le numéro spécial « à la mémoire de Jean Talbert », *Études locales*, n°267, janvier 1948.

Jean Talbert est alors remplacé au poste de directeur-rédacteur en chef des *Études locales* par Mathilde Mir. Cette dernière, entrée comme élève-maîtresse à l'école normale de Foix en 1914, a d'abord enseigné dans l'Ariège avant d'intégrer l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses en 1920. Professeur en école primaire supérieure entre 1922 et 1929, elle enseigne ensuite à l'école normale de Toulouse de 1929 à 1932. Nommée directrice de l'école normale de jeunes filles de la Charente, à Angoulême, elle exerce cette fonction jusqu'en 1948, si l'on fait exception des années d'Occupation pendant lesquelles elle est inspectrice primaire à Cognac⁵⁰. Mathilde Mir est une personnalité marquante du combat politique des femmes et de la Résistance : c'est la seule femme qui a présidé un comité départemental de Libération⁵¹. C'est en tant qu'inspectrice primaire que Mathilde Mir a répondu à l'appel lancé par Jean Talbert, dans la revue *Études locales* de février 1942, pour collecter des « contes charentais ». Dans ses conférences pédagogiques, elle propose aux enseignants de faire participer leurs élèves à l'écriture d'une étude historique et géographique de leur commune à laquelle s'ajouterait un recueil de proverbes charentais, de contes du folklore et de vieilles chansons⁵². Dans un article d'octobre 1943, elle déplore la disparition des contes régionaux et invite à poursuivre leur collecte car « c'est un goût de terroir que nous voudrions retrouver en Charente »⁵³. En rassemblant des contes charentais entre 1942 et 1946, publiés sous le titre *Vieilles choses d'Angoumois*⁵⁴, Mathilde Mir s'inscrit dans la continuité du projet de Jean Talbert. À la mort de celui-ci, elle accepte le « lourd héritage » de la revue⁵⁵. Mais en 1948, Mathilde Mir est mutée en Seine-et-Oise⁵⁶ et les *Études locales* ne survivent pas à son départ.

Une tentative est faite en 1966 pour faire renaître la revue, sous le titre *Études charentaises*, avec une parution trimestrielle, mais elle sera de courte durée : 14 numéros seulement sont publiés, de mai 1966 à décembre 1969. Éditée par le Centre départemental de documentation et d'équipement pédagogiques

50 Françoise Belot, Marie Baele, *Mathilde Mir, op. cit.*, 1991.

51 Claire Andrieu, « La Résistance, une mobilisation féminine sans précédent », in Antoine Prost (dir.), *La Résistance, une histoire*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 92.

52 *Études locales*, n°222, juin 1942, p. 93-96.

53 *Études locales*, n°234, octobre 1943, p. 114.

54 À compte d'auteur, Imprimerie Coquemard, Angoulême, 1946.

55 *Études locales*, n°265, novembre 1947, p. 1.

56 Yvette Renaud, *Mathilde Mir (1896-1958) en Charente (de 1932 à 1948) ou l'engagement d'une femme dans son temps*, La Couronne, CDDP de la Charente, 1996.

d'Angoulême, cette revue travaille dans le même esprit que *Études locales*, mais elle est animée par des enseignants du secondaire.

Une bonne partie du succès de la revue a manifestement tenu à la position de l'inspecteur Jean Talbert qui n'a jamais hésité à en faire usage pour promouvoir la revue. Le premier numéro de la revue *Études locales* est ainsi inséré comme supplément au n°300 du *Bulletin départemental de l'instruction primaire* d'avril 1920, avec mention sur la couverture de le «répartir dans les écoles à raison de un par classe». Dans ce premier numéro, Jean Talbert exprime le souhait, «si le personnel s'intéresse à cette tentative», de «constituer un *Bulletin d'études locales*, indépendant du *Bulletin départemental*». Ce vœu est rapidement réalisé : le *Bulletin départemental* de mai-juin-juillet 1920 annonce que le prochain numéro des *Études locales* paraîtra fin juillet et ne sera adressé qu'aux abonnés. Les instituteurs et institutrices sont invités par l'inspection académique à «conserver le fascicule dans les archives de l'école et à s'en servir pour augmenter l'intérêt de leurs leçons».

Jean Talbert lance, dès le premier numéro, un appel à contribution aux instituteurs pour la rédaction de ces cahiers, «qui peuvent comprendre histoire, géographie, folklore, agriculture, etc.»⁵⁷. Il n'hésite pas à cautionner leur travail en préfaçant des études, comme le «glossaire des noms de personnes de la région de Cellesfrouin»⁵⁸. Il donne un statut quasi institutionnel à la revue en assurant sa promotion, notamment par le biais du très officiel *Bulletin départemental de l'instruction primaire* où l'on trouve de multiples références pendant toute la période de sa parution. Lors de la première assemblée générale de la Société charentaise des études locales, Jean Talbert invite les instituteurs à faire connaître et apprécier le bulletin dans leur entourage et à recruter de nouveaux adhérents⁵⁹. En 1927, il lance un appel pressant aux jeunes instituteurs pour «qu'ils viennent grossir le nombre des cotisants», ainsi qu'aux directeurs d'école qui «pourront aussi exercer une influence en montrant à leurs adjoints l'intérêt pédagogique du *Bulletin* et en les engageant à s'abonner individuellement»⁶⁰. Jean Talbert est soutenu par sa hiérarchie puisque l'inspecteur général Gazin est présent à plusieurs assemblées générales de la société des abonnés aux

57 *Études locales*, 1^{re} année, n°1, dos de couverture.

58 Par M. Bequet, instituteur, *Études locales*, n°119, mars 1932.

59 *Études locales*, n°10, avril 1921, p.50.

60 *Études locales*, n°67, janvier 1927, p.3.

études locales⁶¹. C'est aussi « grâce à l'active propagande » des inspecteurs primaires que la revue recrute de nouveaux abonnés⁶².

2. Instituteurs et normaliens mobilisés

Les *Études locales* sont par ailleurs étroitement liées à l'école normale d'Angoulême, bien avant que Mathilde Mir n'en prenne la direction. La Société des études locales a, comme on l'a vu, son siège à l'école annexe de l'école normale d'instituteurs. Les directeur et directrice des deux écoles normales charentaises, ainsi que les élèves, assistent à l'assemblée générale annuelle des abonnés à la revue⁶³. Celle-ci publie des études réalisées par des élèves de l'école normale ou par des enseignants en poste dans le département de la Charente qui sont passés par l'école normale d'Angoulême. Un extrait des *Illusions perdues* d'Honoré de Balzac, qui présente Angoulême et le village de L'Houmeau en Charente-Maritime, est publié dans le numéro 3 daté de juillet 1920, sur une proposition de la directrice de l'école normale. En 1921, M. Mercier, professeur à l'école normale, publie un article sur l'enseignement de la cartographie dans cet établissement. En 1930 encore, un « exercice de cartographie », l'étude de la carte d'état-major d'Angoulême sud-est, est proposé par Jean Micheau, également professeur dans cet établissement⁶⁴. Un autre enseignant, M. Robin, rédige une note sur la fabrication du salpêtre à l'époque révolutionnaire⁶⁵.

Les élèves normaliens sont encouragés par l'inspecteur d'académie à apporter leur « concours le plus actif » à ce bulletin dans lequel ils puiseront plus tard « l'illustration perpétuelle de [leurs] leçons d'histoire et de géographie générales »⁶⁶. Les élèves de l'école normale qui peuvent, depuis 1905, consacrer leur mémoire de troisième année d'études à un sujet local, se montrent des collaborateurs actifs de la revue. Le premier article de ce genre, « Origine et importance de la Fonderie de Ruelle avant la Révolution », l'est en 1925. Signé par L. Laumière, élève-maître de 3^e année de l'école normale d'instituteurs d'Angoulême, il est publié « à la demande de M. Pignon »⁶⁷. De nombreuses autres études, comme

61 Au moins à celles de 1922 et 1923.

62 *Études locales*, n° 162, juin 1936, p. 123.

63 Par exemple l'assemblée générale du 24 janvier 1929, *Études locales*, n° 88, février 1929, p. 33.

64 *Études locales*, n° 101, mai 1930.

65 *Études locales*, n° 123, juillet 1932, p. 201.

66 *Études locales*, n° 183, juillet 1938, p. 147.

67 *Études locales*, n° 48, février 1925, p. 44-64 et n° 49, mars 1925, p. 103.

« La Vienne à Chabanais » (1935)⁶⁸ ou « La Faïencerie d'Art Renoleau » (1932)⁶⁹, sont publiées dans la revue par des élèves de l'école normale. En 1937, le secrétaire de la Société des études locales se félicite de cette collaboration et fait allusion en particulier aux « intéressants et importants travaux de M. Cony, un moins de vingt-cinq ans, qui se complaît déjà dans l'atmosphère des vieilles archives »⁷⁰. La production de ces mémoires est particulièrement importante dans les années 1930, le ministère de l'Instruction publique organisant chaque année un concours de monographies entre les élèves des écoles normales. Les travaux sont exposés à Paris. On en relève près de 532 en 1931, provenant de 118 écoles normales, et plus de 1 000 en 1932⁷¹.

D'autres contributions sont rédigées par des instituteurs en poste en Charente, pour la plupart issus de l'école normale d'Angoulême, et qui écrivent au sujet de leur commune. La première étude publiée porte sur « l'église monolithe d'Aubeterre », due à M. Clauzure, instituteur à Aubeterre qui écrit aussi pour le *Manuel général de l'instruction primaire*, journal hebdomadaire à destination des instituteurs et institutrices⁷². Citons également M. Aubin, instituteur à Genouillac, qui publie dans *Études locales* « Genouillac en 1745 »⁷³, ou M. Tratateau, instituteur à Petit-Madieu, auteur de « Loubert : formation, évolution d'une importante commune rurale »⁷⁴. Outre les instituteurs actifs ou retraités, collaborent aussi à la revue charentaise, bien que plus rarement, des enseignants du secondaire, comme Léon Palous, principal du collège de Confolens, auteur d'une étude sur le « Labourage électrique »⁷⁵. Plus largement, *Études locales* suscite un grand intérêt dans le monde de l'éducation, comme on a pu le voir plus haut⁷⁶.

68 Par Roger Vignaud, Louis Desouche, école normale 1932-1933, dans *Études locales*, n°147, janvier 1935, p. 16-19.

69 Par Beillard, Bordas, Raffoux et Robin, école normale 1932, dans *Études locales*, n°156, décembre 1935, p. 236-240.

70 *Études locales*, n°173, juillet 1937.

71 Bertrand Müller, « Écrire le folklore : les réponses aux enquêtes de la Commission des recherches collectives de l'Encyclopédie française », in Jacqueline Christophe, Denis-Michel Boëll, Régis Meyran (dir.), *Du folklore à l'ethnologie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, 2009, p. 41.

72 Par exemple, « De la culture du goût à l'École primaire », *Manuel général de l'instruction primaire*, n°43, juillet 1920, p. 522.

73 *Études locales*, n°208, février 1941, p. 320.

74 *Études locales*, n°18, février 1922, p. 47-56.

75 *Études locales*, n°109, mars 1931, p. 79-80.

76 *Études locales*, n°37, janvier 1924, p. 1.

III. Une revue érudite et pédagogique

1. La proximité avec le milieu érudit

La revue *Études locales*, qui mêle l'histoire régionale au souci pédagogique, est une revue à la fois érudite et pédagogique⁷⁷. La revue est érudite, d'abord parce que, Jean Talbert, agrégé d'histoire, dont on a vu qu'il avait amorcé l'écriture d'une thèse d'histoire, est lui-même un érudit. Parallèlement à la direction des *Études locales*, Jean Talbert y a publié un article sur l'origine des noms des communes charentaises⁷⁸. Il est également l'auteur d'un opuscule sur la mission en Angleterre du cardinal Gui Foucois en 1264⁷⁹, et surtout d'une *Petite histoire de Poitou, Angoumois, Aunis et Saintonge*⁸⁰, rédigée avec René Crozet, professeur à la faculté des lettres de Poitiers. Quand il meurt subitement en 1947, il est en train de rédiger une histoire du Sud-Ouest⁸¹. Parmi les auteurs de contributions publiées dans les *Études locales*, on trouve, aux côtés des instituteurs, des professeurs d'histoire d'envergure comme Gustave Vallée, professeur au lycée d'Angoulême et auteur d'une thèse sur *La conscription dans le département de la Charente (1798-1807)*⁸², ou des savants, érudits locaux ou non, comme l'officier topographe et préhistorien réputé François-Charles-Ernest Octobon. Un « essai d'inventaire des gisements connus publiés ou inédits du département de la Charente », publié par ce dernier, fait l'objet de l'intégralité du n°65 des *Études locales* (novembre 1926). Il est introduit par un entrefilet du *Bulletin de la Société préhistorique française* reproduit par la revue sur « le rôle des directeurs d'école dans la recherche des gisements préhistoriques », qui montre « avec quel intérêt les préhistoriens suivent leurs recherches ».

Mais c'est aussi ses liens avec le milieu érudit local, en l'occurrence la Société d'histoire et d'archéologie de la Charente, l'une des plus anciennes sociétés savantes, fondée en 1844, qui confèrent à la revue *Études locales* une

77 *Études locales* n°37, janvier 1924, p.2.

78 Jean Talbert, « Les noms de commune de la Charente », *Études locales*, n°77, janvier 1928, p. 1-57.

79 Nancy, Berger-Levrault, 1909, 15 p.

80 Jean Talbert, René Crozet, *Petite histoire de Poitou, Angoumois, Aunis et Saintonge*, Paris, Delalain, 1946.

81 *Études locales*, n°267, janvier 1948, et Jean Jezequel, « Jean Talbert » dans le *Dictionnaire biographique des Charentais*, Le Croît vif, 2005.

82 Recueil Sirey, Paris, 1937.

dimension plus érudite. Plusieurs de ses animateurs, comme Jean Talbert, Oscar Chabannais, directeur d'école à la retraite, ou Pignon, le directeur de l'école annexe de l'école normale d'instituteurs, en sont membres. Le président de cette société, qui édite son propre bulletin, ne cesse de répéter que la publication dirigée par Jean Talbert «est en train de prendre les allures d'une revue»⁸³. *Études locales* fait d'ailleurs partie de la liste des membres de la société en 1927. En 1936, Jean Talbert félicite ses auteurs à qui les *Études locales* doivent «la réputation de leur belle tenue que les historiens départementaux sont les premiers à reconnaître»⁸⁴. Ce rapprochement s'inscrit dans un courant plus général. L'ouverture des milieux érudits aux instituteurs est une caractéristique de la Troisième République, à laquelle la création de la société des études locales et de ses groupes départementaux peut être rattachée. Les instituteurs, parce que possédant une certaine instruction, sont en effet bien accueillis dans le monde érudit qui apprécie la participation de ces hommes de terrain à leurs travaux⁸⁵. La revue est aussi en contact avec des professeurs de faculté. «Les *Études locales*, cette petite merveille», a pu dire, en 1948, Jean-Michel Tourneur Aumont, titulaire de la chaire d'histoire du Moyen-Âge à la faculté des lettres de Poitiers⁸⁶. Pour cet universitaire, le travail réalisé dans la revue s'inscrit «non dans l'esprit d'un particularisme "local" et rétracté, mais dans celui d'un régionalisme du meilleur aloi, prompt à découvrir dans les richesses du pays les valeurs nationales et générales»⁸⁷.

Signe de son intégration dans la galaxie des sociétés locales, la Société charentaise des études locales est intégrée à la Fédération intellectuelle et économique du Centre-ouest de la France, créée en 1925 à Poitiers, à l'initiative de Tourneur-Aumont et de son collègue Édouard Audouin, professeur à la faculté de lettres. La création de cette fédération, qui comprend les huit départements de l'académie, est portée par l'université de Poitiers. Elle a pour ambition d'organiser des congrès régionaux qui doivent se tenir successivement dans les chefs-lieux des départements du ressort universitaire de Poitiers. Elle

83 *Études locales*, n°37, janvier 1924, p. 1.

84 *Études locales*, n°162, juin 1936, p. 122.

85 Jean-Pierre Chaline, *Sociabilité et érudition. Les sociétés savantes en France*, Paris, CTHS, 1998, p. 173. Voir aussi Jean-François Chanet, *L'école républicaine...*, op. cit., p. 344-357 («La participation aux études locales»).

86 *Études locales*, n°267, janvier 1948, p. 34.

87 *Études locales*, n°183, juillet 1938, p. 148.

se donne aussi pour but de publier une «véritable encyclopédie» de la région et un «bulletin périodique». La *Revue générale du Centre-Ouest de la France*, publiée trimestriellement par l'université de Poitiers, paraît entre 1926 et 1940. Lors de l'assemblée constitutive de la fédération, la Société charentaise des études locales est représentée par son président Pignon, qui devient membre du comité directeur de la fédération⁸⁸.

Le tropisme érudit de la revue apparaît également dans son contenu. Un parcours de la table de la revue pour l'année 1924 donne un aperçu de la diversité des articles publiés. On y recense des articles de géographie comme «le pays de Montbron», des monographies communales comme celle de «Marillac-le-Franc», des études sur les arts comme «le peintre Guillaume Cureau», des articles de littérature comme «Richard de Barbezieux, troubadour», mais aussi du folklore, avec «La begasse». Les articles d'histoire sont majoritaires : histoire politique («La Société des jacobins de Ruffec»), biographies de figures locales («Marguerite d'Angoulême»), histoire économique («Le chemin de fer d'Orléans») et histoire de l'enseignement («La création de l'école de Taizé-Aizie»). La revue publie aussi beaucoup de sources comme une «lettre de Jean-Louis Guez de Balzac au maire d'Angoulême». Beaucoup de ces études sont inédites, construites à partir des archives communales ou départementales, ou d'enquêtes de terrain. Au fil des années, la publication de documents et d'études inédites prend une place de plus en plus importante dans la revue. Cette attention aux recherches de première main fait de la revue une source durablement mobilisée par les historiens de la Charente, tout comme le *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*. Des ouvrages très documentés comme celui de Francis Cordet, *Carnets de guerre en Charente*⁸⁹, ou la thèse de Dominique Audet-Perrier sur *Les premiers pas du chemin de fer en Charentes (1836-1883)*⁹⁰, y font de nombreuses références. Grâce à l'abbé Rousselot, la revue introduit en 1924 une nouvelle rubrique consacrée à la linguistique. Rousselot a adressé aux lecteurs du bulletin un appel en vue de l'établissement d'un glossaire des dialectes charentais, auquel un grand nombre d'instituteurs ont répondu. Cette réalisation «peut être d'un grand secours aux maîtres», dit l'inspecteur d'académie Talbert, «car, c'est grâce

88 Compte rendu de cette assemblée dans *Études locales*, n°57, janvier 1926, p. 1-22.

89 Francis Cordet, *Carnets de guerre en Charente*, Romagnat, Éditions de Borée, 2004.

90 Dominique Audet-Perrier, *Les premiers pas du chemin de fer en Charentes (1836-1883)*, Paris, Le Croît vif, 1997.

au patois, bien souvent, que l'on pourra faire comprendre aux enfants les finesses de la langue française »⁹¹.

2. L'usage pédagogique du local

Comme on le voit dans cette dernière citation, érudition et finalités pédagogiques sont intimement liées dans l'esprit de Jean Talbert. Son intention, annoncée dans le premier numéro, est de proposer aux maîtres des documents « pour augmenter l'intérêt de leurs leçons ». Le dossier publié dans ce premier numéro a d'ailleurs comme titre « Lectures et dictées charentaises ». L'inspecteur d'académie rappelle à plusieurs reprises la fonction de la revue *Études locales*, qui « s'adresse surtout aux éducateurs dont les leçons de sciences, d'histoire et de géographie doivent s'illustrer d'exemples pris dans le milieu que connaissent les enfants »⁹². De ce point de vue, on peut considérer que son but est atteint : en 1921, sur les 410 abonnés à la revue, 400 sont instituteurs ou professeurs⁹³. « Créée pour l'école, [elle] doit donc être avant tout une revue pédagogique » ; « il faut que l'on y trouve de nombreux articles de vulgarisation »⁹⁴. À la manière des documents pédagogiques, les sources publiées dans les *Études locales* sont simplifiées. Les textes sont abrégés, sans toutefois être réécrits⁹⁵.

Dès le numéro 4 (octobre 1920), l'éditeur propose aux maîtres des procédés pour « rendre commode et rapide l'usage de ce bulletin ». Il annonce la parution à la fin de chaque année d'une table analytique et chronologique des matières. Elle permettra aux instituteurs « qui veulent tirer parti du bulletin » de noter les références nécessaires sur des fiches ou sur leurs cahiers de préparation. Les textes parus s'organisent en grandes rubriques : histoire politique, histoire économique, histoire militaire, histoire de l'art, histoire de l'Église, la Grande Guerre, folklore, etc. Chacun des textes « s'encadre dans un chapitre d'un manuel, même élémentaire, d'histoire de France »⁹⁶. L'inspecteur d'académie prend pour exemple l'*Histoire de France* de Lavis, cours moyen, édition de 1919, pour laquelle il propose plusieurs mises en relation, cherchant « en face de quel passage du livre » placer un renvoi à un article du bulletin. Ainsi

91 *Études locales*, n°37, janvier 1924, p.3.

92 *Études locales*, n°21, mai 1922, p. 130.

93 *Études locales*, n°10, avril 1921, p. 49.

94 *Études locales*, n°49, mars 1925, p. 75.

95 *Études locales*, n°10, avril 1921, p. 49.

96 *Études locales*, n°4, octobre 1920, p.34.

en «histoire politique», le texte sur les cahiers de doléances de Ruffec, publié dans le n°1, fait référence au «Lavissee, p. 136 [...] quand Louis XVI fut obligé de réunir les États généraux...». D'autres textes de la revue, inutilisables dans ce contexte, peuvent en revanche être mobilisés pour prolonger la leçon de morale, ainsi de l'article qui porte sur la «La superstition au XIX^e siècle dans la région d'Aunac»⁹⁷, de nature à éclairer, dans le manuel de Bayet, *Leçons de morale*⁹⁸, la leçon consacrée aux «sciences, l'inconnaissable», où il est question des sorciers et de la superstition. La place des documents locaux cités doit par ailleurs s'adapter «suivant le programme de la classe, l'intelligence des enfants et les intentions du maître»⁹⁹. Par cette démonstration, Jean Talbert veut convaincre que «l'introduction dans la leçon du jour» du «document évocateur du passé local» suscitera l'intérêt des élèves. C'est selon lui facilement réalisable en histoire, «même avec un livre aussi élémentaire que le cours moyen de Lavissee». On pourra faire le même travail, «avec tout autre manuel» ou dans «toute autre matière», pour peu que l'on ait une «méthode», conclut l'éditeur des *Études locales*.

Cette méthode d'utilisation de la revue dans le cadre de leçons s'appuyant sur un manuel scolaire, le caractère institutionnel des *Études locales* et la fonction de son éditeur peuvent aussi faire apparaître comme autant d'injonctions les démarches pédagogiques proposées (comme l'introduction par un document local de la leçon d'histoire) en vue d'intégrer la dimension locale dans l'enseignement dispensé par les maîtres. On sait qu'à plusieurs reprises, les inspecteurs primaires ont explicitement recommandé le bulletin au cours de leurs conférences pédagogiques, ce qui a permis de nouvelles adhésions¹⁰⁰. L'inspecteur de Cognac est même très insistant. Développant l'idée qu'une histoire nationale s'enrichit de faits locaux, il rappelle aux instituteurs de sa circonscription que «en Charente, notre tâche à cet égard est grandement facilitée grâce au bulletin des *Études locales* qui paraît mensuellement et dont le prix de l'abonnement, 15 frs par an, est tout à fait modique»¹⁰¹.

La revue est plus particulièrement recommandée par la hiérarchie en 1935. Cette année-là, le conseil des inspecteurs du département a décidé de faire

97 Publié dans le n°3.

98 Albert Bayet, *Leçons de morale*, Paris, É. Cornély, 1909.

99 Jean Talbert, «De l'utilisation du bulletin», *Études locales*, n°4, octobre 1924, p.33-38.

100 *Études locales*, n°133, juillet 1933, p. 165.

101 Inspection de l'enseignement primaire de Cognac, 26 novembre 1935, AD Charente, 1Tprov 122.

figurer une question d'histoire locale dans l'épreuve du certificat d'études. Les *Lectures charentaises* (compilation d'articles tirés des *Études locales*) «sont donc devenues dans chaque école, un livre nécessaire»¹⁰². Le comité pédagogique départemental choisit aussi comme sujet des conférences pédagogiques pour l'école primaire «l'adaptation de l'école au pays». Il s'agit de se demander comment le maître peut «varier son enseignement selon les besoins de ses élèves, l'adapter aux conditions de la vie rurale»¹⁰³. Le conseil pédagogique se propose d'examiner «ce qui a été fait et ce qu'il est possible de faire encore pour rendre plus étroit le contact de l'école avec le pays»¹⁰⁴. Dans son rapport sur les conférences pédagogiques de 1935, Jean Talbert consacre un long développement à l'intérêt de la réalisation de monographies communales pour que «le maître possède du milieu dans lequel il exerce une connaissance aussi complète que possible»¹⁰⁵.

Envisagée comme un outil de formation des maîtres, la revue est dotée d'instruments spécifiques : en 1924 est créée une «chronique bibliographique qui facilitera le travail de recherches des maîtres désireux de compléter leur documentation» et M. Pignon annonce qu'il organisera un service de prêt postal pour les ouvrages de cette bibliothèque¹⁰⁶. En juillet 1928 est publié le catalogue de la bibliothèque des *Études locales*. Les ouvrages sont alors localisés dans trois bibliothèques : la bibliothèque de la Société des études locales à l'école annexe à l'école normale d'instituteurs, la bibliothèque de l'école normale d'instituteurs et la bibliothèque de l'école normale d'institutrices (qui conserve le périodique *Études locales* pour les années 1923 à 1928). Les ouvrages sont classés en deux catégories répondant aux recommandations institutionnelles : «Histoire locale» et «Géographie locale».

Il est difficile de mesurer précisément l'emploi qui a pu être fait des *Études locales*, et des dispositifs de type bibliothèque qui ont pu être mis en place de façon connexe, par les instituteurs et institutrices dans leur classe, faute d'archives adéquates. En janvier 1924, l'inspecteur d'académie affirme que :

102 *Études locales*, n°153, p. 154.

103 *Ibid.*

104 L'inspecteur d'académie de la Charente au ministre de l'Éducation nationale, 21 février 1935, AD Charente, 1Tprov 122.

105 L'inspecteur d'académie de la Charente au ministre de l'Éducation nationale, Angoulême, 26 décembre 1935, *ibid.*

106 *Études locales*, n°1, janvier 1924, p. 3.

« La plupart des instituteurs ont déjà su tirer parti du bulletin, ainsi que l'indiquent les rapports fournis par MM. les Inspecteurs primaires. Certains ont même établi des carnets de références permettant de retrouver très rapidement les faits locaux qui doivent illustrer leurs leçons »¹⁰⁷.

Les rapports individuels d'inspection des années 1920 et 1930 donnent assez peu de détails sur l'enseignement de l'histoire et de la géographie et ne rendent pas compte des entretiens au cours desquels les inspecteurs auraient pu éventuellement faire la promotion de la revue. Tout au plus trouve-t-on des remarques sur la place du local dans la leçon d'histoire. Une leçon sur la féodalité en cours élémentaire suscite cette réflexion de l'inspecteur primaire : « ne pourrait-on faire état de certains événements de l'histoire régionale pour illustrer cette leçon ? »¹⁰⁸, signe des limites de cette politique volontariste. On ne peut s'empêcher de mettre en rapport cette remarque avec les propos de l'inspecteur général Gazin lors de l'assemblée des abonnés de la revue en 1923 :

« Aucun enseignement n'a donné autant de déceptions que l'enseignement de l'histoire et de la géographie [...]. Il en eût été autrement, sans doute, [...] si chaque leçon d'histoire et de géographie générale avait été accompagnée de références empruntées à l'histoire et à la géographie locale. [...] C'est pourquoi le bulletin des *Études locales* apparaît comme l'instrument nécessaire aux maîtres soucieux de donner un enseignement pouvant être assimilé par l'esprit de leurs élèves et qui veulent en même temps confier à leur mémoire, non des mots qui s'effacent, mais des idées qui demeurent »¹⁰⁹.

Conclusion

Le lancement des *Études locales* en 1920 apparaît finalement plus comme un moyen de mettre en application les circulaires ministérielles sur la place du local dans l'enseignement que comme une volonté de créer une émulation pour la recherche historique locale. La pédagogie l'emporte donc sur l'érudition, ce

107 *Études locales*, n°37, janvier 1924, p.3; et Inspection de l'enseignement primaire d'Angoulême, Conférences pédagogiques 1935; Inspection de l'enseignement primaire de Cognac, 26 novembre 1935, 11 décembre 1936 et 1^{er} décembre 1937, AD Charente, 1Tprov 122.

108 Rapport de l'inspecteur primaire, école publique de filles d'Yvrac, 8 février 1929, AD Charente, 1TProv 294. Sur une centaine de rapports consultés, aucun ne fait allusion aux ouvrages documentaires (manuels ou documentation pédagogique y compris locale) utilisés par les enseignants dans le cours d'histoire, alors que l'on sait qu'en 1936, 80 écoles de Charente sont abonnées au titre de leur bibliothèque (*Études locales*, n°162, juin 1936, p.123).

109 *Études locales*, n°27, janvier 1923, p.5.

qui s'inscrit aussi dans une logique de répartition du travail de publication. Le lieu de l'érudition locale reste avant tout le *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*. Le public cible des *Études locales* n'est que partiellement sécant avec celui des érudits locaux, les instituteurs ne restant pas toujours en poste dans la même région et les objectifs des uns et des autres n'étant pas superposables.

Pour autant, les *Études locales* offrent un intéressant exemple de la concrétisation d'un projet pédagogique plus général, visant à inscrire les pratiques pédagogiques dans les ressources de la proximité. Créées dans le contexte des instructions du début du XX^e siècle, elles profitent durant plusieurs décennies de la permanence de ce projet, même s'il est très difficile d'en mesurer la traduction concrète dans les pratiques des instituteurs et des institutrices charentais. Jean Talbert n'ignore rien des limites de l'exercice. Passant en revue les méthodes d'adaptation des différentes matières d'enseignement au milieu local (histoire, géographie, calcul, enseignement scientifique, dessin, travail manuel, chant littérature), il avertit du danger qu'il y aurait, dans l'enseignement de l'histoire, à substituer l'histoire du village ou du département à celle de la France en mettant au premier plan les événements de la chronique locale. Ce danger est réel : en juin 1935, dans un centre d'examen du certificat d'études de la circonscription de Cognac, où les candidats avaient à dire en quelques mots ce qu'ils savaient sur Calvin, plus de la moitié d'entre eux avaient retenu que Calvin avait séjourné quelque temps en Angoumois, quand un dixième à peine savait qu'il avait passé une grande partie de sa vie et était mort à Genève¹¹⁰.

Cependant, au-delà de cet exemple, et comme le montrent la disparition des *Études locales* avec leur fondateur dans les années d'après-guerre et l'échec de leur renaissance à la fin des années 1960, c'est plus largement la place du local dans l'enseignement qui est ensuite remise en cause. En ce sens, les trois décennies de parution de la revue témoignent de ce « moment » local qui a marqué l'instruction publique sous la Troisième République.

Hugues Marquis

Université de Poitiers (ESPE – CRIHAM)

hugues.marquis@univ-poitiers.fr

110 Inspection de l'enseignement primaire de Cognac, 26 novembre 1935, *ibid.*